

RICHARD DELL'AGNOLA, CANDIDAT DE L'UNION POUR LA FRANCE
DOMINIQUE PIERRE JOSSIC, CONSEILLER MUNICIPAL DE FRESNES, SUPPLEANT
(RPR - UDF - INDEPENDANTS)

Alternance

Maire de Thiais depuis 1983, Conseiller Général du Val-de-Marne depuis 1985, Richard Dell'Agnola a basé son action sur les valeurs de la République: la liberté, la tolérance, la solidarité et l'égalité des chances pour tous.

LA PRIORITE SOCIALE

Ces dernières années le monde a changé, la France aussi. Notre pays connaît une crise profonde. Une crise économique avec la montée inexorable du chômage. Une crise sociale aussi. Les dernières années ont été marquées par l'augmentation de la pauvreté. Les retraites, l'assurance chômage, l'assurance maladie, sont menacées par l'accumulation des déficits. L'éducation, la formation professionnelle attendent toujours les réformes qui s'imposent pour une meilleure égalité des Français. Notre cohésion sociale est mise à mal.

C'est enfin une crise morale, une crise d'identité et une somme d'injustices qui minent le corps social.

LA FIN DES IDEOLOGIES

Les grands systèmes idéologiques qui ont tant marqué le 20^e siècle se sont effondrés avec fracas. En France, une même utopie a fait son chemin, s'enracinant sur le besoin naturel de rêve, de justice et de générosité que chacun ressent. Aujourd'hui, au bout d'un parcours suffisamment long pour être probant, l'expérience française débouche sur la désillusion. Rien ne sera plus comme avant.

Doit-on prolonger un contrat qui n'a reposé finalement que sur la magie du verbe ?

Fait sans précédent, la majorité sortante ne présente ni bilan, ni programme. Mieux, ses dirigeants désorientés préconisent, comme dans une fuite en avant, d'abandonner le PS sur la route des espérances déçues.



LA DEMOCRATIE SUPPOSE L'ALTERNANCE

Un pouvoir qui dure subit toujours l'usure du temps. Si, de surcroît, ce pouvoir est marqué par les échecs de sa politique et qu'il se trouve en panne d'idées comme de projets, il devient alors salubre, démocratique, qu'il laisse la place pour engager une autre politique.

Il n'y a pas de fatalité. La France est un grand pays et nous sommes un peuple qui en a vu d'autres. Bien sûr, le chemin sera difficile, les Français doivent le savoir et leur adhésion est indispensable pour le redressement, mais nous pouvons avoir ensemble une belle ambition.

LE TEMPS DES REFORMES

Nous vivons la fin d'une période. Il est temps d'engager les réformes dont notre pays a besoin. Retrouver le chemin de la création d'emplois et de la croissance économique est la tâche qui s'impose. Simplifier les formalités administratives, alléger les charges sociales des entreprises, rénover l'ANPE, prendre des mesures d'urgence pour le logement, le bâtiment et les travaux publics sont indispensables. Il faut aussi restaurer la confiance qui est une des clefs de la croissance.

Un jeune sur cinq qui sort du système éducatif est aujourd'hui au chômage. Là aussi, les réformes doivent conduire à un enseignement plus efficace et à une plus grande égalité des chances. Donner plus d'autonomie aux établissements scolaires, revaloriser les fonctions d'enseignants, créer une véritable filière de l'enseignement professionnel et technique constituent aussi une réforme indispensable. Reconstruire un Etat efficace, impartial et recentré sur ces fonctions essentielles n'est pas la moindre des nécessités également. Enfin, renforcer la cohésion sociale est le défi qui nous attend.

LA PRIORITE SOCIALE

L'ampleur des déficits sociaux, du chômage, menace la protection sociale acquise au fil des générations. Notre pays compte 3.000.000 de chômeurs, 1.500.000 bénéficiaires d'un traitement social du chômage (formation ou emploi précaire), 550.000 RMistes, soit plus de 5.000.000 d'exclus du monde du travail. La France est à deux vitesses, laissant au bord de la route les laissés pour compte d'une politique qui met en cause l'équilibre même de notre société.

Un système qui fabrique de plus en plus d'exclus ne peut pas se banaliser comme s'il s'agissait d'une fatalité.

L'exclusion met en cause la dignité de l'homme dans la société et menace la cohésion nationale. Plus que jamais, demain, la priorité doit être sociale.



Dominique Pierre JOSSIC et Richard DELL'AGNOLA

UN ENGAGEMENT AU QUOTIDIEN

Un député vote les lois et participe à la mise en œuvre d'une politique pour le pays.

Il représente aussi une circonscription dont il doit défendre les intérêts. C'est un travail quotidien concret, qui repose sur la connaissance des problèmes locaux. Etre disponible, à l'écoute et proche des gens, telle est aussi la mission d'un parlementaire.

Richard DELL'AGNOLA, Maire de Thiais et Conseiller Général, et son suppléant **Dominique-Pierre JOSSIC**, Conseiller Municipal de **Fresnes** et Président de l'Association "Un Autre Regard", savent l'importance des problèmes locaux. Ils agissent concrètement là où sont leurs responsabilités.

L'environnement, c'est le cadre de vie. A **Thiais**, c'est un sujet sensible depuis longtemps. La mobilisation de tous, habitants, associations, municipalité, a toujours été grande pour préserver le cadre de vie : combat réussi pour l'insertion de l'A86, lutte contre le plan d'exposition au bruit d'Orly, aménagement du Trans-Val-de-Marne et de ses abords. Urbanisme maîtrisé, espaces verts en plus grand nombre, permettent aussi de créer un environnement favorable.

Pour **Rungis** qui vient déjà de doubler sa population et qui souhaite se consacrer aux équipements indispensables, il importe de renoncer au projet socialiste de construire 1500 logements supplémentaires, cela défigurerait la ville qui doit garder son caractère actuel.

Les Fresnois, les L'Hayssiens supportent les impôts locaux les plus élevés de la circonscription. Malgré cela, ces deux communes sont devenues villes pauvres en raison de leur imprévoyance, et aujourd'hui l'équilibre de leur budget est assuré par les contribuables des villes voisines. Il faudra revivifier le tissu économique de ces communes pour alléger les charges qui pèsent sur leurs habitants.

A **Fresnes**, qui a été rudement mise à l'épreuve par l'autoroute A86, il faudra être vigilant sur le cadre de vie et les projets de construction : éviter notamment que les projets immobiliers ne créent un effet de coupure supplémentaire entre les deux parties de la ville que sépare l'autoroute.

Enfin, avec **Chevilly-Larue** et les autres communes, il importe de poursuivre la coopération sur les sujets d'intérêt commun, lutte contre la drogue, emploi des jeunes, et bien sûr, le projet de prolongement de la ligne de métro n°7.

Emplois, transports, cadre de vie... les dossiers ne manquent pas pour améliorer notre vie quotidienne.